

Didier Reynders

«Je vais en Irak pour marquer les esprits»

LES PHRASES CLÉS

«Il faut aller en Irak pour gagner la bataille de la communication.»

«L'État islamique est passé maître dans l'art de diffuser des images et nous devons les contrer sur ce terrain.»

«Majorité et opposition devraient travailler ensemble à la reconnaissance du génocide arménien.»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

ENVOYÉ SPÉCIAL EN IRAK

Sur la ligne de front. Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Didier Reynders est en mission en Jordanie et en Irak pour plusieurs jours. Aux frontières de l'État islamique.

Vous êtes en mission en Jordanie et en Irak à partir de samedi: pourquoi ces deux pays-là?

D'abord la Jordanie, parce que nos troupes opèrent au départ de ce pays et que les F-16 belges sont localisés là-bas; j'aurai donc l'occasion non seulement de rencontrer nos soldats mais aussi les autorités locales. Je vais, entre autres, voir le Roi Abdallah de Jordanie. Il faut bien se rendre compte qu'à l'heure actuelle, la Jordanie est véritablement submergée de réfugiés en provenance

de Syrie et d'Irak. La Belgique va financer des projets d'accueil de ces réfugiés sur place. Il y a à la fois un volet politique, un volet militaire et un volet humanitaire. Et ça me permet ensuite d'aller en Irak.

Le Roi Abdallah, c'est un acteur clé dans la région?

Oui, c'est un acteur clé pour les tentatives de recherche de solutions politiques, que ce soit dans le conflit israélo-palestinien ou que ce soit pour des solutions de transition

en Syrie. Comment peut-on organiser un nouveau gouvernement en Syrie sans Bachar Al-Assad mais avec toutes les communautés représentées, dont la communauté alaouite? Il faut aussi un gouvernement rassembleur en Irak – intégrant chiites et sunnites.

Pourquoi vous rendre en Irak à Erbil si près de la ligne de front et pas à Bagdad, la capitale?

J'ai choisi de me rendre à Erbil pour voir

comment opèrent les Kurdes sur le terrain. J'étais déjà passé à Bagdad et le ministre de la Défense y a été aussi. J'ai fait le choix d'aller vers Erbil pour voir comment s'organise l'action sur le terrain: avec d'un côté l'armée irakienne et de l'autre côté les Peshmergas kurdes qui ont bien développé la défense de leur territoire. Il y a une très bonne coordination entre les frappes aériennes de la coalition et l'action sur le terrain au Kurdistan. Maintenant, il y a aussi l'enjeu de la communication.

La communication?

Oui, il faut repenser notre communication. Ces derniers jours, ces dernières semaines, on a entendu dans tous nos médias que l'État islamique était en train de prendre le dessus qu'il maîtrisait maintenant la cité historique de Palmyre et que la coalition était en état d'échec.

C'est le choc des images: quand on voit des biens culturels exceptionnels tombés entre les mains de groupes terroristes,

quand on voit des exécutions, ça frappe l'imaginaire, et les succès de la coalition passent à la trappe. Or il faut dire que les Kurdes font un travail remarquable en termes de gestion de leur territoire, ils protègent très bien leur population. On doit réfléchir à comment mieux diffuser l'information positive à l'intérieur de la coalition. Les groupes terroristes sont maîtres dans cette technique, à nous de les contrecarrer sur ce terrain-là également.

Vous encensez les Kurdes, ça se passe plus difficilement avec l'armée irakienne?

Il faut que la coordination s'améliore et qu'on aille un pas plus loin avec eux. On doit probablement envisager des livraisons d'armes, ce que font déjà d'autres pays de la région. On doit faire de la formation.

N'y a-t-il pas un danger d'aller si près de la ligne de front?

On prend toutes les mesures de précaution possibles. Mais il est capital d'aller sur place pour montrer notre appui non seulement aux militaires belges mais aussi à ceux qui résistent sur place: les responsables locaux. En allant sur place, on participe aussi à la bataille de la communication. On ne peut pas laisser le champ médiatique et de l'image exclusivement aux groupes terroristes. Ils utilisent des images atroces et nous devrions les laisser faire? Nous devons, nous aussi, frapper les esprits en nous montrant sur le terrain, ça prouve que la coalition est forte et veut agir. C'est la guerre de la communication. On développe un discours narratif différent aussi, on montre aux jeunes qui seraient tentés de partir que ce n'est pas le paradis, l'État islamique, mais plutôt une guerre civile plus proche de la boucherie que du paradis.

On prend la Belgique au sérieux quand elle donne son avis sur l'Irak ou la Syrie?

Oui, nous sommes parmi les pays qui pilotent la coalition (qui en rassemble 22). Notre influence s'est élargie parce que tout le monde a vu et compris l'efficacité de nos services pour déjouer les attentats à Verviers et en région bruxelloise. Il y a une efficacité des services en la matière. Et puis le coordinateur européen de la lutte anti-terroriste est un Belge, Gille de Kerchove. On a une vraie expertise.

Mais l'État islamique est en recul ou pas?

Je dirais que la coalition a fait des progrès indéniables sur le terrain, surtout autour du Kurdistan irakien. En Irak, on peut organiser progressivement la reconquête du territoire. Une grande partie des territoires conquis par Daesh, c'est en fait de grands morceaux de désert avec quelques villes plus peuplées, mais on progresse. Mais en Syrie, c'est beaucoup plus compliqué parce qu'on n'a pas la même collaboration avec les autorités locales, évidemment. À côté de cela, lutter contre l'État islamique c'est aussi lutter contre tous les groupes terroristes qui se disent affiliés à Daesh dans le monde. On a de nombreux foyers de terrorisme à contrôler, et on a aussi une lutte encore plus immédiate à mener chez nous.

La Turquie est souvent pointée du doigt pour sa complaisance vis-à-vis de l'État islamique...

Je dirais qu'avec la Turquie nous avons beaucoup discuté, à différents niveaux ministériels et diplomatiques, et que le message que le pays a reçu de la coalition est très clair: la Turquie doit collaborer de manière active contre EI mais aussi dans l'échange d'information. Et je dois dire que les choses s'améliorent notamment avec la Belgique puisque la Turquie est un passage quasi obligé pour

les combattants étrangers qui veulent rejoindre l'État islamique. Nous mettons une pression très forte sur la Turquie, à l'Otan et dans la coalition, et les Turcs veulent collaborer. On reçoit beaucoup plus d'infos qu'auparavant.

Le cdH a évincé la parlementaire d'origine turque Mahinur Özdemir parce qu'elle a refusé de reconnaître le génocide arménien: qu'en avez-vous pensé?

Je pense que les différentes formations politiques belges doivent être claires en la matière. Comme l'est le Parlement belge: le Sénat a fait un premier pas en reconnaissant le génocide arménien, moi-même je suis allé à Érevan il y a quelques semaines et je suis allé m'incliner devant le mémorial aux victimes de ce génocide.

Et je souhaite que le Parlement se penche sur la question de la reconnaissance, dans les prochains mois, si possible au-delà des clivages majorité-opposition, il faut aller vers cette reconnaissance morale d'un génocide. Il faut le faire.

Mais au-delà, il faut appeler Turquie et Arménie à ouvrir le dialogue. Ça prend du temps. Moi, je salue par exemple le discours de Bart De Wever qui a reconnu les fautes du

passé commises en matière de collaboration. Le travail de mémoire prend du temps. C'est un travail de longue haleine et qui agite encore très fortement les différentes parties.

Ce n'est pas au gouvernement à prendre les choses en main plutôt que le Parlement?

Le Parlement permet de transcender les clivages entre majorité et opposition.

Mais ces débats du passé n'empiètent-ils pas sur le champ du politique: ne faudrait-il pas les laisser aux historiens?

C'est la raison pour laquelle je pense qu'un débat serein est indispensable et loin de toute polémique partisane qui enflamme une situation chez nous. Il ne faut pas se tromper; le débat, ce n'est pas de discuter entre Belges chez nous là-dessus mais de voir de quelle manière Turcs et Arméniens peuvent avancer ensemble.

Quand vous voyez le gouvernement turc ou le parti au pouvoir l'AKP prendre fait et cause pour la députée Özdemir, estimez-vous que c'est de l'ingérence?

Je me dis surtout qu'il va y avoir des élections en Turquie d'ici quelques jours et qu'une fois ces élections passées, il y aura un apaise-

ment. Je ne partage pas la manière dont le président Erdogan s'exprime, par exemple, quand il est venu à Hasselt. Ce discours ne correspond pas aux valeurs que nous défendons, mais je pense que quand cette campagne électorale sera passée, le débat sera plus serein. J'ai le souvenir de discours enflammés en Belgique aussi lors de campagnes électorales...

La loyauté de certains élus binationaux est aujourd'hui pointée du doigt...

Oui, mais je pense que les partis doivent encore une fois se montrer très clairs sur les choix. Maintenant, il ne faut pas se leurrer non plus. Certaines formations politiques ont joué la carte du communautarisme: certains ont voulu courir derrière les communautés plutôt que de tenir un discours qui pouvait être supporté par tous les Belges quelle que soit leur origine...

Le MR n'a jamais fait dans le communautarisme?

En tout cas, jamais en tant que formation politique. On ne peut jamais exclure une tentative sur le plan local mais depuis Jean Gol, notre discours a toujours été très clair là-dessus.

Le vice-Premier évoque sa visite en Jordanie et en Irak. Et demande que majorité et opposition dépassent leurs clivages sur la reconnaissance du génocide arménien.

«J'ai appris à passer au-dessus des insinuations de la presse flamande»

Est-ce normal qu'on ne voie toujours pas venir le tax shift?

C'est normal qu'on se donne calmement jusqu'à l'été pour avoir les choses sous contrôle, dans la discrétion.

Ça allait plus vite quand vous étiez ministre des Finances?

J'avais déposé sur la table un document avec l'ensemble de la réforme et c'est ce qu'on tentera de faire ici aussi. Je souhaite qu'on aille vers une vraie baisse des charges sur le travail et si possible même une baisse de la fiscalité dans son ensemble.

Peut-on toucher à l'immobilier et le taxer davantage d'une manière ou d'une autre?

L'immobilier, c'est l'investissement le plus civique, il est fait au vu et au su de tous. Et je le dis très calmement: il faut faire bien atten-

tion à ne pas décourager cet investissement civique, il est louable, il aide à loger les gens. Encore une fois, la priorité c'est baisser les charges et les impôts pour les personnes et pour les entreprises. Ensuite, on verra quel est l'effet retour de ces baisses de charges et puis on cherchera comment financer le solde à travers des réductions de dépenses et peut-être aussi avec des prélèvements liés à la lutte contre la fraude ou contre les comportements dommageables en matière d'environnement. Mais c'est un deuxième débat. La priorité, c'est baisser les charges.

La gauche veut taxer les plus fortunés, Bart De Wever dit que c'est impossible à faire sans causer des dommages à la classe moyenne. Qu'en pensez-vous?

Tout à fait d'accord, j'ai défendu cette idée

pendant douze ans comme ministre des Finances et je me suis toujours opposé à des mesures imaginées en la matière. Pour la classe moyenne, il faut baisser les charges sur le travail. Qu'on arrête d'essayer de décourager les gens qui travaillent mais aussi les gens qui investissent, qu'on arrête avec ces slogans sur «on va taxer untel ou untel» alors que c'est finalement la classe moyenne qui va payer. Ce qui me frappe dans le débat actuel, c'est que tout le monde se concentre sur la manière de trouver de nouveaux impôts alors que l'enjeu de la réforme fiscale c'est de baisser les charges.

On a l'impression que la majorité a pris le dossier énergétique et singulièrement la prolongation des réacteurs de Doel 1 et 2 par le mauvais bout; ça traîne au Parlement, mais est-ce qu'il n'y a pas quand

même de l'amateurisme de la part du gouvernement?

Il faut séparer les éléments. Je pense que sur le fond du débat énergétique, le choix est clair, il a été longuement négocié et apprécié, il faut pouvoir garantir l'approvisionnement énergétique et on doit utiliser différentes méthodes dont la prolongation de Doel fait partie, mais aussi la connexion avec les pays voisins. Il s'agit de tout mettre en œuvre pour garantir de l'énergie aux Belges. À côté de cela, il y a le débat sur la forme: je pense qu'il faut une grande transparence vis-à-vis du Parlement et qu'il y a eu ici un certain nombre d'erreurs en la matière. Il faut aussi une argumentation juridique bien étayée et c'est ce qu'on est aujourd'hui en train de faire. Que de temps en temps le dé-

bat parlementaire s'emballer, c'est la démocratie. Maintenant, il faut savoir si l'opposition veut parler du fond ou purement de l'obstruction. Si c'est de l'obstruction, alors la majorité doit franchir les étapes en assurant sa cohésion.

Deux audits cinglants ont pointé la mauvaise gouvernance dans des filiale de la SNCB. Qu'en pensez-vous?

Je me concentre surtout sur la modernisation de la SNCB, on doit voir quelles sont les priorités de modernisation en tenant compte des économies budgétaires à réaliser dans ce département et en tenant compte du meilleur service possible à la clientèle. Sur les audits, j'ai lu beaucoup de choses, on annonçait des conclusions exceptionnelles, j'ai constaté qu'il n'y avait pas

grand-chose sur la table en ce qui concerne ces rapports publiés en long et en large.

Quand la presse flamande pointe le fait que Jean-Claude Fontinoy, le président de la SNCB, et vous, Didier Reynders êtes proches, ça vous embête?

Je ne fais jamais de commentaires quand la presse flamande se déchaîne, j'ai l'habitude depuis quinze ans. On a même imaginé un jour que j'avais un compte bancaire au Luxembourg! Je passe au-dessus de ces insinuations-là...

«Dans le dossier du nucléaire, au niveau de la transparence, on a fait un certain nombre d'erreurs.»